

Offre de thèse adossée à un contrat doctoral
Programme doctoral en management
Proposition de sujet 2025

Titre du sujet de thèse :

MANAGEMENT DES PARTIES PRENANTES ET ACCEPTABILITÉ SOCIALE : ÉTUDE CRITIQUE DES OUTILS DE GESTION MULTIPARTITE DANS LES PROJETS DE MINES VERTES EN EUROPE

Stakeholder management and social license to operate: A critical study of multistakeholder management tools in European green mining projects

Directeur de thèse : Nicolas Balas, Professeur des Universités, Habilité à Diriger des Recherches, Université Paris Dauphine - PSL (DRM MOST, nicolas.balas@dauphine.psl.eu)

Co-encadrante de thèse : Clara Roussey, Maître de conférences, Institut Agro Montpellier (MOISA, clara.roussey@supagro.fr)

1. Thématique du projet doctoral

Depuis les années 1970, l'idée d'un management des parties prenantes (MPP) s'est progressivement imposée aux grandes entreprises, afin de répondre aux pressions sociales grandissantes de la société civile à l'endroit des impacts sociaux et écologiques de leurs activités. La publication en 1984 par Edward Freeman de l'ouvrage « *Strategic Management : A Stakeholder Approach* » est ainsi venue acter le déploiement d'un ensemble de techniques de gestion nouvelles, précisément conçues pour distinguer parmi l'ensemble des parties prenantes celles qui « *comptaient vraiment* » (Mitchell *et al.*, 1997), et qui devaient par conséquent motiver une réponse adaptée de l'entreprise. Depuis lors, les managers et les spécialistes des relations publiques n'ont cessé d'adopter des grilles d'analyse et des répertoires d'action stratégiques à l'endroit des groupes de pression les plus susceptibles de menacer la légitimité et les positions établies des entreprises génératrices d'externalités.

Après deux décennies de mise en oeuvre, le caractère essentiellement instrumental de cette approche a montré combien la décision politique devenait un objet stratégique, sans pour autant que la décision stratégique ne s'ouvre en retour au débat politique, au sens le plus démocratique du terme (Balas *et al.*, 2015). Redéfinir les finalités du MPP a dès lors été mis à l'agenda d'une deuxième vague de travaux académiques, afin de l'envisager comme l'outil d'une régulation davantage collective, multilatérale, des impacts sociaux et écologiques des entreprises. L'analyse de ce phénomène de politisation du MPP a donné naissance à un courant de recherche dédié, intitulé « *Political CSR* » (Whelan, 2017 ; Acosta *et al.*, 2021). Depuis les travaux fondateurs de Scherer et Palazzo (2011), les recherches regroupées au sein de ce courant proposent de positionner au centre de l'analyse le fonctionnement de forums délibératifs nouveaux, réunissant entreprises et parties prenantes afin de concevoir et mettre en oeuvre des normes sociales et environnementales, le plus souvent à l'échelle d'un secteur ou d'une filière.

La capacité de ces dispositifs multilatéraux de MPP à tenir véritablement leurs objectifs à la fois en termes de maintien du pluralisme, de rapports égalitaires entre parties prenantes et d'incidences positives sur les objectifs sociaux et écologiques qu'ils sont censés réguler sont depuis lors au centre des débats du courant *Political CSR*. Ce dernier a ces dernières années pointé les effets d'exclusion de certaines parties prenantes, en particulier les plus radicales et/ou les plus vulnérables, que les initiatives multipartites sont susceptibles de générer (Roussey *et al.*, 2020). L'acuité de ces critiques est d'autant plus grande que de nouveaux modèles de MPP adossés au principe de « *Social License to Operate* » (SLO) ont plus récemment vu le jour, à l'initiative des industries extractives, les plus dépendantes à l'endroit d'une acceptabilité sociale de leurs opérations (Demuijnck et Fasterling, 2016 ; Ehrnström-Fuentes et Böhm, 2023). Qu'il s'agisse d'enjeux d'exploitation forestière, agricole ou bien minière, qui supposent bien souvent le déplacement ou la dépossession des populations environnantes, ces dispositifs de SLO introduisent dans la logique multipartite du MPP des mécanismes contractuels et des formes de calcul moral, qui rendent possible de certifier le caractère soutenable de ces projets en conférant une valeur sociale aux dégradations qu'ils continuent pourtant d'occasionner sur le plan écologique (Roussey et Balas, 2024).

C'est dans ce contexte et dans le prolongement des travaux du courant *Political CSR* que ce projet de thèse propose d'examiner les dispositifs de SLO comme de véritables « *outils de gestion* », renouvelant les pratiques de MPP (Chiapello et Gilbert, 2013), et ce dans le but d'explorer les questions de recherche suivantes (liste non limitative). Pourquoi le principe d'acceptabilité sociale, ou de SLO, occupe-t-il une place centrale dans les processus d'évaluation des impacts écologiques des projets extractifs ? Comment est-il défini et quelles sont ses fonctions ? Quelles modalités et techniques gestionnaires permettent aux entreprises extractives de compenser les dégradations sociales et écologiques qu'elles génèrent dans le cadre de leurs opérations ? Quelles sont les conséquences de ces pratiques de MPP d'un genre nouveau sur la prise en compte des besoins sociaux et écologiques des parties prenantes qui subissent les effets de l'extractivisme ? Au sein de cet axe, pourront être plus particulièrement étudiés les mouvements de résistance aux industries extractives, tout comme les façons dont ces dernières réagissent à ces contestations.

2. Terrains et méthodes de recherche potentiels

Le projet de recherche propose à ce titre que soit menée une exploration approfondie des conditions d'obtention et d'évaluation de l'acceptabilité sociale des projets de mines vertes en Europe. Dans la foulée de l'élaboration du *Raw Materials Act* Européen en 2023, les compagnies minières ont fait preuve d'un intérêt renouvelé pour les ressources minérales enfouies sous le continent, témoignant d'un véritable phénomène de relance minière en Europe : plus grand gisement de terres rares en Europe à Kiruna en Suède, plus grande mine de lithium d'Europe dans l'Allier en France, démultiplication des projets d'extraction minière en Andalousie en Espagne. La particularité de cette relance est qu'elle s'appuie sur un ensemble de justifications à la croisée des enjeux de souveraineté industrielle, de développement économique local et de transition écologique, qui participent d'un discours de « *verdissement* » de l'activité minière¹ (Buu-Sao et Patinaux, 2024). En outre, ce phénomène de relance minière européenne s'appuie explicitement, pour être mise en oeuvre, sur une recherche d'acceptabilité sociale, ou de « *social license to operate* » (SLO), des projets miniers par les parties prenantes concernées par ces nouveaux gisements potentiels. Le Code minier français a à ce titre fait l'objet d'une refonte significative en 2023 visant à intégrer la notion d' « *adhésion des communautés locales* » comme indicateur de validité socio-environnementale des projets d'exploration minière (Schellenberger, 2023 : 148).

Dans le cas de la mine de lithium explorée par l'entreprise minière Imerys dans l'Allier, la procédure visant à garantir l'acceptabilité sociale du « projet Emili » a été encadrée par la Commission Nationale du Débat Public². Identifier la mesure dans laquelle cette procédure de type SLO vient illustrer une approche nouvelle du MPP se situe au coeur de la proposition de recherche. Le projet de recherche s'appuiera dans ce but sur une méthodologie qualitative mêlant démarche ethnographique et théorisation enracinée (Corbin et Strauss, 2008 ; Belfrage et Hauf, 2015). L'objectif étant de mettre en regard les discours et pratiques de MPP déployés par l'extractivisme vert, et leurs conditions de réception par les parties prenantes affectées, en particulier les plus vulnérables et les moins visibles (Roussey, 2020a ; Roussey, 2020b). La prise en compte dans l'analyse de la pluralité des rapports sociaux à l'endroit de la nature, afin de repenser des manières efficaces de réguler la dégradation des variables écologiques (Ehrnström-Fuentes et Böhm, 2023 ; Roussey et Balas, 2024 ; Sage, 2025) pourra être partie intégrante de la méthodologie et de la valorisation du travail d'enquête.

¹ En guise de justification à la fois économique et géopolitique à cette tendance, l'Agence Internationale de l'Energie estime qu'à l'horizon 2040, les besoins relatifs à la transition énergétique - production d'énergies renouvelables et renouvellement du parc automobile par des véhicules électriques - vont se traduire par une multiplication par 40 de la consommation de lithium, par 20 de nickel et par 7 de manganèse, cf. <https://www.iea.org/reports/sustainable-and-responsible-critical-mineral-supply-chains>, consulté le 13 février 2025.

² Cf. <https://www.debatpublic.fr/mine-de-lithium-allier/les-enseignements-du-debat-6176>, consulté le 29 novembre 2024.

4. Compétences recherchées chez les candidat.e.s

Diplômé.e d'un master en lien avec les enjeux de soutenabilité et de transition écologique, avec une formation à la recherche en sciences sociales. Formé.e aux méthodologies de recherche qualitatives / ethnographiques ; pouvant démontrer des expériences professionnelles et/ou compétences dans le domaine du management des parties prenantes, en particulier en lien avec les activités d'exploration et d'exploitation minières. Un fort intérêt porté aux thématiques de l'extractivisme, des dispositifs multi-parties prenantes et des processus délibératifs sera attendu ; tout comme une maîtrise de l'anglais (oral et écrit académiques).

5. Résumé court en anglais

Stakeholder management principles have gradually taken hold among major corporations, in response to growing social pressure from civil society regarding the social and ecological impacts of their activities. Nevertheless, the intrinsically instrumental nature of this approach has shown the extent to which political decision-making has become a strategic object, without strategic decision-making in turn opening up to democratic political debate. Since then, the ability of these multistakeholder arrangements to effectively meet their objectives in terms of maintaining pluralism, egalitarian relations between stakeholders and positive impacts on the social and ecological objectives they are supposed to regulate, has been at the heart of the debate. It is against this backdrop that this Ph.D proposal intends to examine Social License to Operate schemes as genuine "management tools", renewing Stakeholder Management practices. As such, the research project involves an in-depth exploration of the conditions aiming at obtaining and assessing the social acceptability of green mining projects in Europe, based on a qualitative methodology combining an ethnographic approach and grounded theorizing. The theoretical contributions expected by the Ph.D proposal will be likely to inform three specific research traditions: (i) Political CSR researches that focuses on commensuration practices, (ii) critical theories of extractivism, (iii) epistemologies that attempt to overcome the nature vs. culture divide within organizational studies. The applicant must be graduated from a master's degree in responsible and/or ecological management, demonstrate a significant training experiences and/or skills in qualitative research methodologies, in particular grounded theorization and ethnographic methods, as well as proficiency in French and English (academic presentation and writing). Additionally, a professional background and/or skills in the field of extractivism and stakeholder management would be a valuable asset.

6. Références bibliographiques sur le thème des encadrant.e.s du projet de thèse

Balas, N., Roussey, C. et Palpacuer, F. (2015) . La RSE, nouveau terrain pour de nouvelles formes de stratégies politiques. *Revue française de gestion*, N° 252(7), 145-160. <https://doi.org/10.3166/RFG.252.145-160>.

Roussey, C., Balas, N. and Palpacuer, F. (2022), "Political CSR initiatives as levers of marginalisation: the disconnect between representatives and the so-called represented in the mining industry", *Critical Perspectives on International Business*, Vol. 18 No. 1, pp. 31-49. <https://doi.org/10.1108/cpoib-01-2018-0015>

Roussey, C. (2020a), (Auto)ethnography and the Access to Others' Experiences: Positioning, Moving, Surpassing yourself. *M@n@gement*, Vol. 23(3), 117-121. <https://shs.cairn.info/revue-management-2020-3-page-117?lang=en>.

Roussey, C. (2020b), "Donner la parole aux sans-voix". V. Perret et L. Taskin (Eds), *Les temporalités de la recherche critique en management*, Presses de l'Université Laval, p139-158.

Palpacuer F. et Roussey C. (2024), « Entangling global chains of wealth and value through CSR-ization: A critical Polanyian perspective on Weda Bay Nickel », *Environment and Planning A: Economy and Space*, 56(8), 2232-2248.

Roussey, C. et Balas, N. (2024) . La mise en récit de l'Anthropocène. Donner une valeur sociale aux dégradations écologiques. *Revue française de gestion*, N° 315(2), 81-100. <https://doi.org/10.1684/rfg.2024.14>.

7. Références bibliographiques additionnelles

Acosta, P., Acquier, A. et Gond, J.-P. (2021). « Revisiting Politics in Political CSR: How coercive and deliberative dynamics operate through institutional work in a Colombian company », *Organization Studies*, 42(7), 1111-1134.

Belfrage, C.A. and Hauf, F. (2015), "Operationalizing cultural political economy: towards critical grounded theory", *Journal of Organizational Ethnography*, Vol. 4 No. 3, pp. 324-340.

Buu-Sao, D. et Patinaux, L. (2024), « Renouveau extractif et verdissement de l'industrie face au changement climatique », *Écologie & Politique*, 68(1), 11-23.

Corbin, J. et Strauss, A. (2008), *Basics of Qualitative Research: Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory* (3rd ed.), Thousand Oaks, CA: Sage.

Gilbert P. et Chiapello E. (2013), *Sociologie des outils de gestion. Introduction à l'analyse sociale de l'instrumentation de gestion*, La Découverte, Paris.

Demuijnck, G. et Fasterling, B. (2016), « The Social License to Operate », *Journal of Business Ethics*, 136, 675–685.

Ehrnström-Fuentes M. et Böhm S. (2023). "The political ontology of corporate social responsibility: Obscuring the pluriverse in place", *Journal of Business Ethics*, vol. 185, n° 2, p. 245-261.

Mitchell R.K., Agle B.R. et Wood D.J., (1997), « Toward a Theory of Stakeholder Identification and Saliency: Defining the Principle of who and What Really Counts", *Academy of Management Review*, 22, 853–886.

Sage, D.J. (2025), « Soil and organization studies: unearthing a 'more-than-relational' ethics towards non-humans », *Organization Studies*, forthcoming.

Schellenberger, T. (2023), « La réforme du Code minier à l'ère de la transition écologique". *Revue juridique de l'environnement*, Volume 48(1), 139-155.

Scherer, A.G. and Palazzo, G. (2011), "The new political role of business in a globalised world: a review of a new perspective on CSR and its implications for the firm, governance, and democracy", *Journal of Management Studies*, Vol. 48 No. 4, pp. 899-931.

Whelan, G. (2017), "Political CSR: the corporation as a political actor", in Moon, J., Morning, M. et Rasche, A. (Coord.), *Corporate and Social Responsibility: Strategy, Communication, Governance*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 136-153.